

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité

Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique

Unité de Gestion du Projet

Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest

(WARDIP-Guinée)

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

**RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDES SOCIALES POUR LE PROJET
REGIONAL D'INTEGRATION NUMERIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (WARDIP-GUINEE)**

Date de début : 02 / Janvier/ 2024 ; Date limite : 25 / Janvier / 2024

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement de l'Association internationale de développement (IDA) dans le cadre du Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP), et à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : **Spécialiste en Sauvegardes Sociales au compte du Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP – Guinée)**.
2. L'objectif de développement du programme est d'accroître l'accès aux services haut débit et numériques grâce au développement et à l'intégration des marchés numériques dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Il permettra ainsi au Gouvernement de créer des infrastructures pour le développement du numérique, garantir un accès au haut débit à tous pour accélérer la réalisation des objectifs nationaux et internationaux de développement. Pour atteindre cet objectif, le projet mettra en œuvre un ensemble d'activités organisées autour des cinq (5) composantes ci-dessous :

❖ **Composante 2 : Développement et intégration du marché de la connectivité**

Cette composante soutient les réformes visant à réduire les obstacles liés à la fourniture de services de télécommunications transfrontaliers par le biais de marchés ouverts ainsi qu'au déploiement d'infrastructures de connectivité à large bande dans le cadre d'une approche MFD. Cette composante vise à favoriser la concurrence dans le secteur des télécommunications, la baisse des coûts d'accès à internet, etc.

❖ **Composante 3 : Développement et intégration du marché des données**

Cette composante permet l'échange, le stockage et le traitement sécurisés des données à travers les frontières pour soutenir le déploiement régional et l'accès aux services, à l'innovation et à l'infrastructure basée sur les données par la réduction des restrictions régionales sur la libre circulation des données et l'augmentation des investissements dans ce domaine. Un marché des données plus intégré en Afrique de l'Ouest pourrait stimuler l'innovation et améliorer l'analyse des données, ce qui se traduirait par des avantages économiques et sociaux importants et des gains d'efficacité dans pratiquement tous les secteurs. Conformément aux objectifs régionaux, cette composante pourrait éventuellement inclure un soutien aux objectifs nationaux qui seraient essentiels pour tracer la voie de l'intégration.

❖ **Composante 4 : Développement et intégration du marché en ligne**

Cette composante soutient le développement et l'intégration du marché en ligne, ce qui créera un environnement propice à la fourniture et à l'accès transfrontaliers de biens ou de services numériques. Cette composante aiderait les gouvernements, les entreprises et les citoyens des pays participants à accéder et à fournir des services privés et publics en ligne, ainsi qu'à effectuer des achats en ligne de manière transparente à partir de n'importe où dans la région.

❖ Composante 5 « Gestion du projet »

Elle porte sur la mise en place d'une unité d'exécution du projet, qui sera responsable de la mise en œuvre de toutes les activités.

❖ Composante 6. « Composante d'intervention d'urgence contingente CERC. »

En reconnaissance de la vulnérabilité actuelle de la région et des pays aux chocs, une composante d'intervention d'urgence contingente (CERC) est ajoutée à la structure du projet pour fournir un soutien aux pays participants pour répondre rapidement aux crises et aux urgences, y compris les catastrophes climatiques et naturelles et les urgences de santé publique.

Elle aura une valeur initiale nulle mais pourra être financée pendant la mise en œuvre du projet pour permettre une réponse agile aux événements émergents, avec des fonds redirigés depuis d'autres composantes. L'inclusion du CERC au stade de la préparation, bien qu'avec un financement nul, offre la flexibilité nécessaire pour répondre à une urgence imminente ou réelle (telle que la COVID-19). Les dépenses de réponse à la crise pourraient couvrir, par exemple, la facilitation des paiements d'urgence aux groupes vulnérables de la population en utilisant l'argent mobile ; assurer la continuité des activités des fonctions gouvernementales essentielles, lorsque les fonctionnaires sont tenus de continuer à travailler à domicile ; ou le soutien aux MTPE, en particulier les plus touchées, pour résoudre leurs problèmes de liquidité immédiats, réduire les licenciements et éviter les faillites.

Le CERC n'est pas censé financer des travaux de génie civil pouvant induire des risques et/ou des impacts environnementaux et sociaux négatifs.

3. OBJECTIF DE LA MISSION

Le projet est à risque Substantiel aussi bien sur le plan environnemental que social. Des travaux de génie civil sont prévus dans le cadre de la composante 2 concernant la construction de câbles sous-marins et le déploiement de liaisons par fibre optique. Huit des dix normes E&S sont considérées comme pertinentes pour le projet : NES 1 (évaluation et gestion des risques et des impacts E&S), NES 2 (conditions de travail), NES 3 (utilisation efficace des ressources et prévention et gestion de la pollution), NES 4 (santé et sécurité des communautés), NES 5 (acquisition de terres, restrictions d'utilisation des terres et réinstallation involontaire), NES 6 (conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes), NES 8 (patrimoine culturel) et NES 10 (engagement des parties prenantes et divulgation de l'information). Les instruments suivants ont été préparés lors de l'instruction du projet : un Cadre de gestion environnemental et social (CGES) et un Cadre de politique de réinstallation (CPR). Ces instruments fournissent les directives pour le développement d'outils de gestion spécifiques aux sites des travaux lorsque ces derniers seront connus. Un Plan de mobilisation des parties prenantes comprenant un Mécanisme de gestion des plaintes a également été élaboré ainsi qu'une Procédure de gestion de la main d'œuvre. Le spécialiste¹ en sauvegardes sociales aura la responsabilité de la mise œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans ces études et de la préparation de tout document additionnel nécessaire.

Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, le Spécialiste en Sauvegardes sociales est responsable de l'élaboration des termes de référence et du suivi de la préparation des Etudes d'Impacts Environnemental et Social y compris les Plans de Gestion Environnementale et Sociale et les Plans d'action de réinstallation et autres instruments qui pourraient être requis pour la gestion des risques sociaux. Il sera responsable du de l'évaluation des impacts sociaux de toutes les activités du projet dans le cadre de ses compétences et de la mise en œuvre des mesures relevant de ses responsabilités et du suivi de la mise en œuvre des mesures relevant des entreprises contractantes et autres partenaires de mise en œuvre du projet. Il exécutera sa mission conformément aux dispositions en vigueur en République de Guinée et aux politiques et procédures de la Banque mondiale en matière de sauvegardes sociales.

4. MISSION DU CONSULTANT

Le Spécialiste en sauvegardes sociales est placé sous l'autorité directe du Coordinateur du Projet; il travaillera en étroite collaboration avec le Spécialiste en sauvegardes environnementales. Sans que ceci soit limitatif, il exécutera les tâches suivantes :

¹

- Assurer la planification des activités du projet en matière de sauvegardes sociales conformément au CGES et au CPR, en collaboration avec le Spécialiste en sauvegardes environnementales ;
- Contribuer à l'élaboration des plans de travail et de budget annuels (PTBA) en définissant les besoins en études, formations et tout autre activité en matière de sauvegardes et veiller à leur réalisation ;
- Élaborer en proche collaboration avec le Spécialiste en Sauvegardes Environnementales, les Termes de Référence des études d'Évaluation d'Impact Environnemental et Social (EIES)/Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) incluant les PARs et les Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) (production, revue qualité, diffusion et suivi de la mise en œuvre) ;
- Assister dans la mise en œuvre des activités de pré-construction notamment la mise en œuvre des mesures de compensation avant l'occupation des emprises conformément aux dispositions des PAR ;
- Participer à la mise en œuvre du Plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP) et s'assurer de la vulgarisation et du traitement diligent de toutes les plaintes, incluant les plaintes portant sur les violences basées sur le genre (VBG) conformément aux PGES, aux PAR et à l'ensemble des exigences applicables ;
- Assurer la mise en œuvre de l'ensemble des activités liées à la promotion du genre dans l'aire d'influence du projet ;
- Coordonner la mise en place du Mécanisme de gestion des plaintes relatives au projet et celles liées aux violences basées sur le genre et assurer la mobilisation des services de référencement en cas de plainte ;
- Veiller à la conformité sociale du projet au regard des exigences nationales applicables et celles des partenaires techniques et financiers du projet notamment sur les questions de liées aux conditions de travail telles que prévues dans le PGM ;
- Déterminer les besoins des parties prenantes en matière de renforcement des capacités au niveau national et participer au renforcement des capacités des organisations des services techniques de l'État, des collectivités territoriales, des groupements de femmes et de jeunes et des notables membres des comités de suivi ;
- Identifier l'ensemble des risques potentiels sur le plan social et préconiser des mesures d'évitement, d'élimination, d'atténuation ; au regard des interventions envisagées dans le cadre du projet ;
- Définir les dispositions institutionnelles de suivi et de surveillance à prendre avant, pendant et après la mise en œuvre du PUE et la réalisation des activités pour éviter ou atténuer les impacts sociaux ;
- Organiser et participer au recrutement des consultants pour la réalisation des études générales et spécifiques de cadre, d'impact environnemental et social ainsi que les Plans de Gestion Environnementale et Sociales selon les normes de la Banque Mondiale et de la Guinée ;
- Coordonner les activités de consultations publiques en matière environnementale et sociale pour la prise en compte effective des points de vue des parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre des différents Projets ;
- Appuyer les spécialistes de passation de marchés à s'assurer que les documents de passation de marchés, y compris les appels d'offres, incorporent entièrement les aspects sociaux, ainsi que les mesures de suivi et d'atténuation des impacts telles que définies dans les études de conception, faisabilité, coût et délais ;
- Veiller à la mise en œuvre des instruments de sauvegardes environnementales et sociales, notamment les PGES, relatifs aux projets pour s'assurer de leur conformité aux exigences nationales et aux directives de la Banque mondiale ;
- Veiller à la mise en place effective et au suivi d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes en lien avec les activités du projet ;
- Servir d'interlocuteur principal entre les parties affectées et la Coordination du Projet sur les questions d'impacts sociaux ;
- Effectuer des visites régulières sur le terrain dans le cadre de la mise en œuvre des PGES et des PARs
- Évaluer toutes les questions pertinentes, et si nécessaire, s'appuyer sur la politique et les meilleures pratiques en la matière pour envisager un plan de mesures correctives.
- Analyser les recommandations des entités d'exécution ou prestataires pour la réception finale des biens, des travaux ou des services et pour la cessation d'un contrat afin de s'assurer que tous les travaux sont menés à bien dans la totale conformité avec les règles de sauvegardes sociales et les Plans de Gestion Environnementale et Sociale.
- Contribuer à la réception provisoire et définitive des travaux conformément aux spécifications environnementales et sociales des différents contrats/marchés.

En concertation avec les services techniques en développement social, le Spécialiste en sauvegardes sociales, s'assurera de :

Coordonner et suivre les actions de mise en place des comités de gestion des plaintes au niveau des zones d'intervention du projet tout en clarifiant les rôles et les fonctions, en particulier pour ce qui concerne la problématique du règlement des plaintes et les doléances des riverains ;

Etablir un programme de sensibilisation des différentes parties prenantes au projet notamment avec les acteurs locaux tels que les Municipalités, les Conseils régionaux, les missions de contrôles ainsi que les populations des zones d'intervention, en mettant l'accent sur les avantages environnementaux des meilleurs pratiques de gestion de l'environnement ;

Appuyer, en collaboration avec le responsable de Suivi-Evaluation, la collecte et le reportage des données sur les indicateurs de performance sociale, en s'assurant de leur qualité, et contribuer à l'élaboration et à la révision périodique des Plans de Suivi-Evaluation ;

Veiller à l'applicabilité des recommandations issues des missions de supervision de la Banque Mondiale

En termes de rapportage, le Spécialiste en sauvegardes sociales produira, de concert avec le Spécialiste en sauvegardes environnementales, un rapport trimestriel d'activités qui synthétisera les informations issues des rapports spécifiques d'exécution des missions de terrain relatifs à son domaine de compétence pour l'ensemble des activités du projet.

Quatre rapports trimestriels sont attendus, le dernier servant de rapport annuel synthétisant toutes les activités des trimestres passés, y compris celles du dernier trimestre. Il fournira des renseignements nécessaires sur les indicateurs mesurables du point de vue environnemental pour nourrir le rapport du Suivi-Evaluation du projet.

5. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Pour mener à bien cette mission, le Spécialiste en sauvegardes sociales du projet devra avoir les qualifications minimales ci-dessous. Il sera sélectionné sur une base concurrentielle et basé à Conakry avec des déplacements fréquents sur les sites du projet.

- Diplôme

Il ou elle devra être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4ans au moins en Sociologie, Anthropologie, Psychologie, et autres sciences sociales similaires.

- Années d'expérience

- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans la mise en application des politiques en matière de protection sociale en lien avec l'environnement, au sein des projets financés par des Partenaires Technico Financiers, y compris la Banque mondiale.
- Avoir réalisé ou participé en tant qu'expert social à au moins trois (03) études d'évaluation environnementale et sociale (Plan d'action de réinstallation, cadre de gestion environnementale et sociale ; étude/constat d'impact environnemental et social ; audits de PAR ; analyse de risques; etc.) de projets de développement financés par les partenaires techniques et financiers;
- Avoir participé en tant qu'expert social à au moins deux (2) missions spécifiques de suivi de la mise en œuvre de projets ou programmes financés par la Banque mondiale, la BAD ou d'autres Partenaires Techniques et Financiers.

Autres :

Le Spécialiste en sauvegardes sociales devra :

- Avoir une connaissance suffisante des normes environnementales et sociales de la Banque, des politiques et des procédures nationales et celles des agences de financement (Banque mondiale, Banque Africaine de Développement, etc.) en matière de protection environnementale et sociale ;
- Avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets financés par des organismes internationaux ;
- doté de connaissances des lois environnementales et sociales ainsi que de la réglementation Guinéenne ; avoir de l'expérience dans la préparation et le suivi de Plan d'action de réinstallation, Etudes d'Impact Environnemental et Social, Plans de Gestion Environnementale et Sociale ;
- Disposer de connaissances sur les directives et politiques environnementales et sociales de la Banque mondiale y compris la réinstallation involontaire ;
- Disposer de connaissances en Genre et développement avec pratique sur le terrain ;
- Avoir la capacité de travailler avec des équipes et des organisations multidisciplinaires notamment dans un environnement multiculturel ;
- Avoir une attitude responsable et flexible et une capacité à exécuter une variété de tâches sous supervision minimale ;

- Etre capable de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance des outils informatiques et applications Microsoft Office, notamment les programmes informatiques suivants : Excel, Word, PowerPoint, E-mail (courrier électronique) et l'Internet.

6. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

Le contrat aura une durée initiale d'un (1) an renouvelable par reconduction sous réserve de l'évaluation annuelle satisfaisante de ses performances et ce jusqu'à la fin des activités de la composante 4 du projet. La première année du contrat comporte une période probatoire de six (6) mois

7. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement du Consultant se fera suivant la méthode « Sélection de Consultant individuel » conformément aux principes décrits dans les Règlements de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA, de juillet 2016, révisé en novembre 2017 et accessibles à l'adresse www.worldbank.org

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du programme. Il reste entendu que le recrutement d'un candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions ci-après de la clause 1.13 (d) des Directives, Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale version janvier 2011, révisée en juillet 2014 : « les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts (voir paragraphe 1.9 des Directives) ».

Un candidat sera sélectionné suivant la méthode de sélection des Consultants individuels en accord avec les procédures définies aux paragraphes 7.32 à 7.38 du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023.

8. Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent soumettre leur dossier et/ou obtenir des informations supplémentaires, au sujet des Termes de Reference à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : wardipguinee@gmail.com, cdiallo@hotmail.com, Lundi au jeudi de 9h à 16h 00 et le vendredi de 9h à 13h 00, (+224) 622 84 54 04

DOSSIER A FOURNIR : Le dossier de candidature devra comporter les pièces ci-après :

Le dossier de candidature devra comporter les pièces ci-après :

- Une lettre manuscrite de candidature ;
- Un Curriculum vitae détaillé, récent et certifié sincère par le candidat ou la candidate ;
- Une photo d'identité ;
- Une copie du ou des diplômes, une copie des contrats et attestations ou tout autre document attestant les qualifications et expériences acquises par le candidat ;
- Les références des emplois antérieurs et les coordonnées des anciens employeurs.

Des vérifications pourraient être faites sur les dossiers fournis.

Un entretien (ou interview) pourrait être organisé, au besoin, pour les candidats présélectionnés sur la base de l'examen et évaluation de leurs dossiers.

Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous par courrier électronique ou en personne au plus tard le **25 Janvier 2023 à 10 heures**. wardipguinee@gmail.com, cdiallo@hotmail.com

ou

Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP), Commune de Ratoma ; Tel : (+224) 622 84 54 04.

Le dossier de candidature doit porter la mention « *Spécialiste en Sauvegardes Sociales* » en objet du courrier

Conakry, le 29 Décembre 2023

Le coordonnateur



Mamadou Cellou DIALLO